

ART. 8. — Les articles 106 et 114 du décret du 18 janvier 1887 et les textes qui les ont modifiés sont abrogés en ce qui concerne le certificat d'aptitude à l'éducation physique (degré élémentaire), ainsi que toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 9. — Le Ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet dès la session de 1945.

(J. O. du 18 mars 1945.)

Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive. Concours d'admission à l'école normale d'éducation physique et sportive. Concours de recrutement des fonctionnaires du corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

707. Décret n° 45-438 du 17 mars 1945.

(Vu : O. 9-8-1044; D. 18-1-1887, art. 106 et 112; D. 20-12-1935.)

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive dont les épreuves sont divisées en deux parties.

ART. 2. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la première partie s'il n'est :

Agé de dix-neuf ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen;

Titulaire du brevet supérieur de l'enseignement primaire, ou du baccalauréat de l'enseignement secondaire, ou du diplôme complémentaire d'études secondaires de jeunes filles.

Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie s'il n'a subi avec succès, depuis deux ans au moins, les épreuves de la première partie.

ART. 3. — Les élèves de l'école normale d'éducation physique et sportive sont recrutés au concours, dans l'ordre de classement, parmi les candidats reçus au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1^{re} partie) à condition toutefois :

1^o Qu'ils soient de nationalité française;

2^o Qu'ils soient âgés de moins de trente ans le 31 décembre de l'année du concours;

3^o Qu'ils aient souscrit, sur papier timbré, l'engagement de servir pendant dix ans au moins dans l'enseignement public.

Les titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1^{re} partie) peuvent être autorisés à prendre part aux épreuves en vue de leur admission à l'école normale.

Des étrangers peuvent être admis à l'école normale dans les conditions fixées par le Ministre de l'Éducation nationale.

ART. 4. — Les fonctionnaires du corps des professeurs d'éducation physique et sportive sont recrutés au concours dans l'ordre de classement parmi les candidats reçus au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2^e partie) à condition toutefois :

1^o Qu'ils soient de nationalité française;

2^o Qu'ils soient âgés de moins de trente ans le 31 décembre de l'année du concours.

Pour les candidats justifiant de services civils, l'âge limite est reculé d'un temps égal à la durée de leurs services d'éducation physique et sportive, valables pour la retraite.

ART. 5. — Le Ministre de l'Éducation nationale fixe par arrêté :

a. Les conditions d'organisation, la nature et le programme des diverses épreuves;

b. La composition des jurys;

c. Les dates des épreuves;

d. Le nombre de places mises aux concours;

e. Les listes des candidats admis à concourir;

f. Les listes distinctes des candidats et des candidates déclarés admis.

ART. 6. — Les titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique (2^e partie) créé par le décret du 51 juillet 1933 et les titulaires du diplôme de professeur d'éducation physique et sportive créé par l'acte dit décret n° 3427 du 31 décembre 1943 de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'État français sont assimilés aux titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2^e partie) créé par le présent décret.

Les titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique (1^{re}

partie) créé par le décret du 31 juillet 1933, éventuellement les titulaires de l'ancien certificat d'aptitude à l'éducation physique (degré supérieur) et les candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'examen préliminaire du diplôme de professeur d'éducation physique et sportive créé par l'acte dit décret n° 3427 du 31 décembre 1943 de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'État français sont assimilés aux titulaires du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1^{re} partie) créé par le présent décret.

ART. 7. — Les articles 106 et 112 du décret du 18 janvier 1887 et les textes qui les ont modifiés sont abrogés en ce qui concerne le certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique (1^{re} et 2^e parties) ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

ART. 8. — Le Ministre de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet dès la session de 1945.

(J. O. du 18 mars 1945.)

Offices municipaux de l'Éducation physique et des Sports.

Constitution.

708. Circulaire du 13 mars 1945 (Éducation physique et Sports, Secrétariat particulier) aux Directeurs départementaux de l'Éducation physique et des Sports, S/c des Directeurs régionaux de l'Éducation physique et des Sports.

Les premiers résultats que font apparaître vos rapports sur la constitution des offices municipaux ou cantonaux de l'Éducation physique et des Sports sont, dans l'ensemble, extrêmement encourageants. En un laps de temps relativement court, certains d'entre vous ont su, par une propagande active et grâce à de nombreux contacts personnels, réaliser un nombre important de ces organismes locaux. D'autres, moins heureux, n'ont peut-être pas usé suffisamment de force persuasive pour vaincre des difficultés parfois réelles.

Les rapports que vous venez d'adresser à l'Administration centrale appellent quelques remarques importantes :

L'une des difficultés à laquelle semble

s'être heurtée le plus souvent votre action en faveur de la création des offices municipaux de l'Éducation physique et des Sports réside dans le fait que certaines communes hésitent à faire, à l'heure actuelle, un choix qui engagerait l'avenir et craignent que les désignations actuelles ne soient plus valables à la suite des élections prochaines.

Cette objection des municipalités situe le problème de l'Éducation physique et des Sports sur un plan étroit de politique locale qui va à l'encontre du but poursuivi par la Direction générale de l'Éducation physique et des Sports et il vous appartient de la réfuter énergiquement en vous inspirant des arguments suivants : il ne s'agit plus, dans nos offices municipaux, de grouper quelques personnalités éminentes peut-être dans l'ordre social ou politique, mais indifférentes à l'éducation physique et aux sports, comme c'était souvent le cas dans les anciens comités consultatifs locaux, dont on faisait partie par un vain amour-propre plus que par un désir d'éduquer. Il s'agit de constituer, auprès de la municipalité, une équipe d'animateurs choisis, non point en considération de leurs idées politiques et du parti ou de la classe sociale auxquels ils peuvent appartenir, mais uniquement pour leur dévouement, leur enthousiasme, leur compétence, leur vocation d'éducateur, indépendamment de toute idéologie politique ou confessionnelle. Il s'agit de créer, à l'échelon municipal ou cantonal, une véritable confraternité sportive, de réaliser l'union de tous ceux qui aiment l'éducation physique et les sports et qui désirent en donner le goût à tous les enfants de France. Le problème du relèvement physique de notre jeunesse n'est pas le problème d'un parti, ni d'une confession, c'est un problème national qui s'impose à tous les hommes de bonne volonté. Qu'importent donc les résultats des élections municipales ? Transformeront-elles la compétence technique, la valeur morale, l'ardeur et l'enthousiasme de ceux qui par vocation s'intéressent à l'éducation physique et aux sports ? Tout au plus la nouvelle municipalité sera-t-elle peut-être amenée à désigner, après les élections, un autre représentant au sein de l'office. Il n'y a aucun inconvénient à opérer ultérieurement ce changement minime. Les municipalités actuelles peuvent donc laisser aux municipalités futures le soin de désigner leur représen-